

Pour une politique migratoire de gauche

Premières signataires :

Sandrine Mazetier, Secrétaire nationale, Députée de Paris, Vice-présidente de l'Assemblée nationale

Sylvie Guillaume, Députée européenne, vice-présidente du groupe S&D

La victoire de la gauche amène de sérieuses responsabilités pour le nouveau gouvernement sur les questions migratoires. Avant toute chose, il faut réussir à tourner la page du sarkozysme qui aura depuis 10 ans attisé les tensions sur ce sujet aussi.

Dans la suite idéologique de l'extrême droite, la droite gouvernementale aura mené sans discontinuer une politique de stigmatisation des migrants, les utilisant comme de véritables boucs émissaires, d'autant plus en période de crise. La politique du chiffre aura tenu lieu de politique migratoire, en considérant que les migrants n'étaient qu'une charge à alléger au maximum. Tout cela en y ajoutant des relents racistes, notamment lors du débat sur l'identité nationale.

Ces représentations ont contaminé une partie de la droite –en témoigne l'essor de la Droite Populaire- et plus généralement une bonne partie de la société, notamment les classes populaires pour qui cette vision des étrangers –ou ceux qui le semblent- est un refuge, surtout dans une période difficile de crise, de chômage et de faible pouvoir d'achat.

La gauche a souvent été sur la défensive lorsqu'on évoque l'immigration et a longtemps peiné à déterminer sa propre ligne, à construire une politique migratoire de gauche. Le travail entamé ces dernières années a permis de poser les bases, mais il doit continuer, y compris dans nos propres rangs.

Nous ne devons pas laisser enfermer ce sujet dans une alternative caricaturale : pragmatisme contre angélisme, réalisme contre dogmatisme. La gauche au pouvoir a la responsabilité de définir une politique migratoire équilibrée, humaine et digne de la France, fondée sur des règles claires, stables et justes, prenant en compte tous les champs.

Les premières annonces du gouvernement Ayrault vont dans le bon sens : abrogation de la circulaire Guéant qui a tant nui à l'image et à l'attractivité de la France, suppression du droit d'accès de 30€ à l'aide médicale d'Etat, principe d'interdiction de la rétention des mineurs, circulaires annoncées pour des critères clairs de régularisation...

Mais le chantier est immense tant la politique menée depuis dix ans a entraîné de régressions.

I Poser les bases d'une politique migratoire de gauche

1- Assumer la réalité des enjeux migratoires

Le devoir de la gauche est de sortir des amalgames. Nous devons rappeler que les migrations sont diverses, elles concernent tout autant des étrangers communautaires ou extra-communautaires, primo-arrivants, étrangers en situation régulière, étrangers en situation irrégulière, demandeurs d'asile, déboutés du droit d'asile, conjoints de Français, enfants nés

en France de parents étrangers..., autant de situations très hétérogènes qui n'appellent pas les mêmes réponses politiques.

Le devoir de la gauche est aussi d'assumer la réalité des enjeux migratoires. L'enjeu de l'immigration pour la France est double et porte à la fois sur la compétition internationale et l'attractivité de la France, et également sur la cohésion de la société.

Des secteurs entiers d'activité ont recours de manière structurelle à une main d'œuvre étrangère, à des cerveaux. Il nous faut intégrer cette réalité sans faire l'impasse sur les problématiques de ghettoïsation, de la relégation qui se posent de manière aigüe dans certains territoires, ou de discriminations.

Il faut également savoir aborder et assumer les échecs des politiques d'intégration, qui ont amené à la fois un rejet des populations migrantes et un repli communautaire d'une partie d'entre elles. La cohabitation peut être difficile et il serait stérile de chercher à le nier.

Enfin, la question de l'apport ou du poids des populations migrantes dans le système socio-économique (marché du travail, financement de la protection sociale) doit également pouvoir être abordée, en lien par exemple avec l'évolution démographique de nos pays occidentaux. Nos pays européens vieillissent, le nombre d'actifs suffira de moins en moins à équilibrer celui des inactifs, des pans entiers de métiers ne trouvent plus de candidats en dehors des migrants.

2- Sortir l'asile de la question migratoire

L'asile ne peut pas être une variable d'ajustement de la politique migratoire, ni même être pensée dans le même cadre, car ils ne reposent pas sur le même fondement. L'ultime violence commise à l'égard de victimes de persécutions et de tortures serait de dénier ce qu'elles ont vécu.

Le droit d'asile répond à des conventions internationales qui engagent la France ; il ne peut être entravé. Nous, socialistes, tenons à réaffirmer le caractère intangible de ce droit fondamental qui doit être sanctuarisé et stabilisé à l'échelle européenne. Au niveau national, il nous faudra revenir sur les freins mis en place par la droite à l'exercice de ce droit : liste de pays d'origine dits sûrs, procédures accélérées qui ne permettent aucun recours, et assurer des conditions d'accueil et d'accompagnement des demandeurs dignes du pays des Droits de l'Homme.

3- Harmoniser les politiques au plan européen

Les politiques migratoires européennes –ou plutôt leur absence de cohérence- atteignent le but inverse de celui recherché : elles empêchent les demandeurs d'asile d'arriver sur le sol européen, elles favorisent le recours à la demande d'asile induite par contrecoup des restrictions à la migration régulière, elles génèrent la création de trafics d'êtres humains.

L'Europe politique et intégrée que nous appelons de nos vœux passe aussi par la politique migratoire. La libre circulation au sein de l'Espace Schengen doit nous conduire à repenser à l'échelle européenne la question des migrations, en particulier économiques. Enfin, nous devons avancer vers une harmonisation européenne des droits des migrants qui permettra aussi de lutter contre les stratégies des trafiquants.

4- Bâtir une politique transparente et démocratique

La politique migratoire ne doit être ni un totem, ni un tabou. Comme toute politique publique, elle doit faire l'objet d'un débat démocratique et être évaluée, ce qui contribuerait certainement à apaiser les débats. Une loi d'orientation et de programmation permettra de constituer les bases d'une politique réfléchie et de poser de manière transparente la question des moyens et des outils consacrés à ces politiques publiques. Ces objectifs seront déterminés après une consultation en amont des partenaires sociaux, mais également des territoires qui accueillent aujourd'hui l'essentiel des populations étrangères. Il nous faut garantir des moyens spécifiques fléchés vers ces territoires.

Une réflexion sur les besoins économiques, dans notre pays, comme à l'échelle européenne, doit être conduite dans ce cadre. L'économie française comme européenne ne saurait aujourd'hui se passer de migrants de toute qualification.

Porter une politique migratoire de gauche, c'est aussi ne pas maintenir les étrangers dans une situation de perpétuelle précarité. Un travail important de révision du CESEDA est à faire notamment pour simplifier les titres de séjour et les rendre plus lisibles. De la même manière, nous devons mettre fin au réexamen annuel de la situation administrative qui touche tous les étrangers, y compris les personnes établies depuis longtemps en France, simplifier le renouvellement des titres de séjour et instaurer leur progressivité dans la durée. Ainsi, un système « 1-3-10 » pourrait être mis en place pour définir la durée d'une carte de séjour principale, système qui permettrait de voir la durée des cartes de séjour s'allonger au fil des renouvellements. Enfin, nous devons simplifier le regroupement familial.

Nous devons également prendre en compte les nouvelles formes de migrations et faciliter les allers-retours avec les pays d'origine. Toutes les installations ne sont pas durables et n'ont pas vocation à l'être.

La gauche aura aussi pour mission de reconstruire une politique d'accueil et d'intégration, indispensable pour la cohésion nationale. Cette politique sinistrée par la droite doit retrouver moyens et ambitions. Elle doit associer les acteurs qui en assurent la réussite, au premier rang desquels les collectivités locales. Elle doit enfin diversifier ses modes d'action pour s'adapter davantage à la diversité des profils des migrants et des projets migratoires.

Le Contrat d'accueil et d'intégration doit devenir un véritable contrat mutuel qui lie les deux parties et les engage également. L'apprentissage du français doit faire l'objet d'un effort majeur, le droit à la maîtrise de la langue française, puissant facteur d'intégration et d'émancipation, est essentiel.

Il faut enfin instaurer le droit de vote et d'éligibilité aux élections locales pour les étrangers résidant en France depuis au moins 5 ans. Cette promesse électorale de François Mitterrand est devenu pour notre parti le symbole de son incapacité à aller au bout d'un combat. C'est le sujet qu'on ne cesse de défendre mais sur lequel on n'ose s'engager une fois au pouvoir. On avançait hier que l'opinion n'y était pas acquise. Mais depuis plusieurs années les sondages montrent l'inverse. Certains dans notre propre camp objectent désormais que la droite a fait de ce thème un sujet de clivage. C'est précisément ce qui en fait un combat essentiel que nous ne devons pas abandonner. A la question : a-t-on le droit d'être étranger en France et se voir reconnaître des droits, nous répondons résolument oui. Et nous ajoutons que le droit de vote est non seulement un facteur d'intégration pour les étrangers, mais aussi un facteur d'inclusion démocratique pour leurs enfants qui souvent sont Français.

II- Ne rien céder à la lutte contre l'irrespect de la loi

Une fois posées ces bases d'une politique migratoire de gauche, équilibrée et juste, une fois que des critères et des règles plus justes seront définis, la gauche n'a aucune raison de ne pas vouloir faire respecter les règles qu'elle a édictées.

1- Lutter efficacement contre l'immigration clandestine

La lutte contre l'immigration clandestine, c'est d'abord s'attaquer à ceux qui organisent illégalement cette immigration. Il faut s'attaquer à la racine du problème.

Cette lutte contre les mafias et les réseaux d'immigration clandestine doit se faire nécessairement au niveau européen. Ces réseaux, qui exploitent la misère et la vulnérabilité des migrants sont une des branches de la criminalité organisée. Ce sont souvent les mêmes mafias qui organisent les trafics de stupéfiants, de trafic d'armes, de traite des êtres humains et/ou de prostitution. Ces réseaux sont organisés à l'échelle internationale, il faut donc avancer vers une meilleure coordination policière et judiciaire.

Les employeurs, et tout particulièrement les donneurs d'ordre, les marchands de sommeil et tous ceux qui exploitent la détresse humaine doivent être sévèrement sanctionnés.

Une réflexion particulière, en lien avec les partenaires sociaux, devra être portée sur cette lutte dans de nombreux secteurs d'activité qui ont recours de manière structurelle au travail irrégulier.

2- Définir des critères de régularisation

La question des régularisations est régulièrement agitée de manière à cristalliser le débat, réduisant la politique migratoire à ce seul champ. L'enjeu pour la France ne se résume pas à la situation des étrangers en situation irrégulière ; il est avant tout, économique, social, stratégique pour l'avenir.

Nous devons régler des situations humaines dramatiques et fixer des critères de régularisation justes, transparents et clairs, fondés sur la durée de présence sur notre territoire, la scolarisation des enfants, sur la situation familiale et l'emploi. A terme, ces critères doivent être fixés et inscrits dans la loi.

Enfin, le rétablissement d'une procédure de régularisation « au fil de l'eau » pour les étrangers qui justifient résider en France habituellement depuis plus de 5 ans, permettrait de résoudre des situations humaines inextricables et d'éviter toute régularisation massive.

La politique du chiffre aura également été une méthode particulièrement absurde de gestion des flux, en précarisant les personnes migrantes et leur famille, en utilisant certaines populations comme les Roms comme variables d'ajustement pour atteindre certains objectifs chiffrés. Nous mettrons en place une politique basée sur des critères et des règles clairs, justes, concertés, transparents et acceptables par tous. Ce sera la voie vers une politique migratoire apaisée et efficace

3- Faire respecter le droit, respecter les droits

Notre projet politique sur les questions migratoires doit s'articuler autour du respect des droits des migrants, et du respect du droit par les migrants, ces deux aspects étant indispensables et indissociables.

La ligne rouge est assez simple à définir : il s'agit du respect des droits fondamentaux des personnes. S'il doit y avoir reconduite à la frontière, ce doit être dans la dignité et en s'assurant que la personne aura pu exercer ses droits de recours. La rétention pourra éventuellement être envisagée, mais pas pour les familles et les mineurs, et forcément en conformité avec le droit international.

Nous devons, à ce titre, revenir sur la loi de 2011 qui repousse à 5 jours l'intervention du juge judiciaire, garant des libertés, en matière de rétention.

Enfin, nous devons porter la réflexion sur la dépénalisation du séjour irrégulier. Est-il en effet normal qu'une personne soit poursuivie pénalement pour le seul motif que sa situation administrative n'est pas en règle ?

III – Penser les migrations à l'échelle internationale

Les migrations du XXIème siècle se sont diversifiées dans leurs rythmes, leurs parcours, leurs motivations. C'est aujourd'hui 3% de la population mondiale qui est en migration, et près de 2,5 millions de français qui vivent aujourd'hui à l'étranger. Il est donc indispensable de penser les migrations à cette échelle.

A l'opposé de la politique menée par la droite, nous devons restaurer des relations équilibrées avec les pays d'origine, fondés sur un partenariat équitable et respectueux. Nous devons mettre fin aux accords de gestion concertée des flux migratoires qui conditionnent l'aide au développement à la réadmission d'étrangers en situation irrégulière.

Nous devons enfin réfléchir la question des migrations dans sa globalité, et mesurer ses impacts tant dans le pays d'accueil que dans le pays d'origine. L'expatriation des plus qualifiés, au delà de 15-20% a des effets négatifs sur les pays les plus pauvres, comme Haïti par exemple (80%). Pour articuler droit individuel à la mobilité et préservation des intérêts des sociétés de départ, la France pourrait promouvoir à l'échelle européenne, du G20 ou de l'OCDE le principe d'une contribution compensatoire de développement, taxe qui serait acquittée par les pays et/ou les entreprises recrutant des personnes hautement qualifiées. Son produit, géré par l'ONU, serait affecté à des programmes d'éducation, de santé, d'aide au développement des pays d'origine

IV – Poursuivre la déconstruction des représentations

Nous devons nous débarrasser des formules toutes faites. L'immigration n'est ni une « menace », ni une « chance », c'est un fait. Il faut donc l'aborder comme tel.

1- Dépasionner le débat

D'un côté s'imaginer pouvoir stopper l'immigration est non seulement illusoire, car on n'empêche pas les personnes de se déplacer, mais illégal : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, pour ne citer qu'elle, garantit le droit à tout être humain de quitter son

pays, de changer de nationalité et de pouvoir bénéficier de l'asile s'il est persécuté.

Mais d'autre part, il serait contreproductif de vouloir nier les problématiques réelles que posent les questions migratoires et de minorer son enjeu sur la cohésion de la société.

2- Lutter contre la désinformation

Il nous faut lutter activement contre la désinformation bâtie par l'extrême droite et entretenue par la droite ces dernières années, en faisant œuvre de pédagogie. Par exemple, l'idée est répandue que les étrangers vivant en France, réguliers ou non, seraient « mieux traités » que les nationaux. La droite au pouvoir ces dernières années n'ayant pas démenti, voire ayant surfé sur ces allégations, une partie de plus en plus large dans l'opinion est persuadée que c'est une vérité généralisée. Il est donc essentiel que les socialistes soient mieux armés en termes d'argumentaires sur ces questions.

Rappelons, à toutes fins utiles, que les prestations familiales ne sont accessibles qu'aux personnes résidant en France avec un titre de séjour en règle, que l'AME ne permet pas la prise en charge de thalassothérapie ou de chirurgie esthétique, ou encore que nombreux sont les étrangers en situation irrégulière qui travaillent et donc cotisent auprès des organismes de protection sociale.

3- Mener la bataille sémantique

La gauche doit donc non seulement gagner la bataille des esprits, mais aussi celle de la sémantique qui est essentielle pour faire évoluer les mentalités et pour dépassionner la question migratoire.

Ainsi il faut être vigilant à ne plus employer le terme d'immigration « illégale » mais celui d'« irrégulière » car le fait de migrer n'est en aucun cas illégal. L'immigration peut être clandestine, ou irrégulière, mais ne peut pas être considérée comme pénalement répréhensible.

Conclusion :

L'immigration est de fait un sujet sensible sur lequel il est difficile de sortir des positions clivées et d'un débat tendu. L'instrumentalisation à outrance par la droite a accentué la frilosité des socialistes à chaque débat sur ce sujet. Par ailleurs, la dimension européenne du sujet est méconnue et sous-estimée. Nous avons, y compris dans nos rangs, trop souvent tendance à ne voir la question migratoire que par le prisme national, voire local.

Or pour arriver à mener une politique respectueuse des migrants, tout en fixant des règles claires que les nouveaux venus devront respecter, il faut que le débat soit apaisé et dépassionné. Le mot même de pragmatisme est désormais connoté péjorativement, c'est pourtant la voie à réhabiliter. Nous devons démontrer que le pragmatisme affiché de la droite n'était rien de plus qu'un effet de manche électoraliste, sur un fond d'idéologie nauséabonde.